



# **AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF**

January 17, 2026

*Intelligence for Haiti's Democratic Transition*

## RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le 17 janvier 2026 marque exactement 21 jours avant l'expiration du mandat du Conseil Présidentiel de Transition le 7 février, franchissant un seuil critique de trois semaines qui fait basculer la perception publique d'une échéance qui approche à un compte à rebours imminent, tout en comprimant les fenêtres de mise en uvre opérationnelle à 18 jours maximum si des cadres sont annoncés . La fenêtre de décision critique de la CARICOM s'est fermée sans annonces de sommet d'urgence, et le s'est écoulé jusqu'en milieu d'après-midi sans aucun développement rapporté, suggérant que la facilitation s'est soit déplacée vers des négociations en coulisses pour des annonces -soit s'est complètement effondrée. La pause des attaques de gangs de 41 jours se poursuit alors que les gangs attendent les annonces de cadres -avant de décider s'ils reprendront la violence fin janvier ou prolongeront la discipline stratégique jusqu'au 7 février, devenant le point d'inflexion décisif pour tous les acteurs.

## SYNTHÈSE RAPIDE POUR LES PARTIES PRENANTES

Exactement 21 jours restent jusqu'à l'expiration du mandat du CPT le 7 février 2026 en date du 17 janvier 2026.

La fenêtre critique de la CARICOM s'est fermée sans cadres; silencieux jusqu'à 15h11 EST.

La pause des attaques de gangs atteint 41 jours consécutifs sans incidents majeurs à Port-au-Prince.

Le 20 janvier représente la date limite finale absolue pour les annonces de cadres de gouvernance permettant une mise en uvre de 18 jours.

La période de 24 heures -détermine si une transition coordonnée se produit ou si un vide institutionnel émerge le 7 février.

## DÉVELOPPEMENT 1: Le Seuil des Trois Semaines: Point de Bascule Psychologique et Opérationnel Atteint

Le 17 janvier 2026 marque exactement 21 jours ou trois semaines avant l'expiration du mandat du Conseil Présidentiel de Transition le 7 février, représentant à la fois un seuil psychologique où la perception publique et médiatique bascule d'une échéance qui approche à un compte à rebours final imminent et un seuil opérationnel où les transitions de gouvernance nécessitant un minimum de 14 à 22 jours selon l'analyse de mise en uvre précédente laissent une marge minimale pour l'erreur ou le retard. Le compte à rebours de trois semaines crée une pression en cascade dans plusieurs domaines: les médias haïtiens incluant Le Nouvelliste, Haiti Libre et Radio Métropole commencent des affichages de compte à rebours quotidien proéminents tandis que les agences de presse internationales Reuters, AP et AFP augmentent la fréquence de couverture d'Haïti; l'anxiété publique s'intensifie alors que l'incertitude institutionnelle empêche la planification économique au-delà de trois semaines tandis que 350 000 Haïtiens de la diaspora faisant face à la résiliation du TPS le 3 février font face à des considérations de perturbation des envois de fonds; les groupes d'opposition incluant MORN qui a déclaré le mandat du CPT expiré le 28 décembre, les signataires de l'Accord de Montana et les coalitions de la société civile obtiennent un calendrier de mobilisation clair de trois semaines avec la Semaine 1 pour organiser des protestations et des campagnes, la

Semaine 2 pour intensifier avec des sit-in et des manifestations, et la Semaine 3 comprimée entre l'expiration du TPS le 3 février et l'expiration du CPT le 7 février.

Le seuil de trois semaines crée une pression forçant la décision sur les acteurs internationaux qui doivent réconcilier les positions concurrentes immédiatement ou accepter des réponses fragmentées au 7 février. La CARICOM doit convoquer un sommet d'urgence des chefs de gouvernement ce week-end du 18 au 19 janvier ou accepter que le 7 février se produira sans cadre régional coordonné, tandis que l'OEA doit activer sa clause de continuité institutionnelle de la Feuille de Route du 5 novembre dans les jours à venir ou devenir non pertinente à la transition. La mission BINUH des Nations Unies fait face à une pression particulièrement aiguë car son mandat expire le 31 janvier, exactement 14 jours à partir de et sept jours avant l'expiration du CPT, nécessitant une coordination urgente avec quelle que soit la structure de gouvernance qui émerge post-7 février pour éviter un vide de présence internationale. Les États-Unis et le Canada doivent réconcilier leur division de décembre entre la suggestion de Rubio du 1er janvier que les élections devraient attendre et l'insistance de Giroux du 16 décembre que les élections doivent se dérouler selon le calendrier immédiatement ou accepter que la politique nord-américaine envers Haïti reste incohérente à travers la transition.

Avec 21 jours restants jusqu'au 7 février, le 20 janvier devient la date limite finale absolue pour les annonces de cadres qui permettent des calendriers de mise en œuvre même marginalement adéquats de 18 jours. Tout cadre annoncé après crée des fenêtres de 14 à 17 jours que l'analyse précédente d'AYITI INTEL a identifiées comme opérationnellement insuffisantes pour la rédaction appropriée de décrets, les consultations multi-parties prenantes, les processus d'approbation du CPT, la publication officielle au Moniteur et le déploiement public coordonné requis pour des transitions de gouvernance légitimes. La compression mathématique signifie que les annonces du 21 janvier ou ultérieures créent des périodes de mise en œuvre plus courtes que le seuil minimum viable, garantissant effectivement soit des processus précipités qui manquent d'adhésion des parties prenantes, soit l'arrivée du 7 février avec des transitions incomplètes qui créent des revendications de gouvernance concurrentes.

Le seuil de trois semaines transforme le week-end du 18 au 19 janvier de simplement important à absolument décisif. Si aucun cadre n'émerge d'ici matin, Haïti entre dans ses trois dernières semaines sans plan de gouvernance convenu, sans position internationale coordonnée, la société civile incapable de s'unifier malgré les points de convergence identifiés dans les briefings précédents, et le CPT incapable d'atteindre un consensus interne entre la faction d'extension et la faction de départ. Ce scénario crée des conditions pour un vide institutionnel le 7 février avec plusieurs acteurs revendiquant potentiellement la légitimité incluant une extension du CPT sans base constitutionnelle, des structures de gouvernance alternatives de la société civile, ou des acteurs politiques opportunistes exploitant le chaos.



### CONTEXTE HISTORIQUE

La Constitution haïtienne de 1987 limite explicitement les mandats de gouvernance transitoire pour empêcher la règle provisoire indéfinie, une sauvegarde créée en réponse à l'abus de pouvoirs

d'urgence de la dictature Duvalier qui a duré 29 ans. Le Conseil Présidentiel de Transition établi en avril 2024 représente le quatrième mécanisme de gouvernance transitoire d'Haïti depuis l'assassinat du Président Jovenel Moïse en juillet 2021, chaque transition précédente ayant échoué à restaurer un gouvernement élu et prolongeant plutôt la règle provisoire à travers des crises renouvelées.

### POINTS DE DISCUSSION

Le 17 janvier marque exactement trois semaines ou 21 jours avant l'expiration du mandat du Conseil Présidentiel de Transition le 7 février 2026.

Le seuil de trois semaines crée un changement psychologique vers une échéance imminente déclenchant une couverture médiatique de compte à rebours quotidien et une anxiété publique croissante à travers Haïti et les communautés de la diaspora.

Le 20 janvier représente la date limite finale absolue pour les annonces de cadres de gouvernance permettant des fenêtres de mise en uvre de 18 jours avant le 7 février.

Tout cadre annoncé après crée des périodes de 14 à 17 jours identifiées comme opérationnellement insuffisantes pour la rédaction légitime de décrets, les consultations, les approbations et le déploiement.

Le week-end du 18 au 19 janvier est la dernière opportunité pour des cadres internationaux et domestiques coordonnés avant que les calendriers comprimés garantissent des transitions précipitées ou incomplètes.

L'échec d'annoncer des cadres d'ici crée des conditions pour un vide institutionnel le 7 février avec des revendications de gouvernance concurrentes et une violence potentielle.

### DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Le Groupe de Personnes Éminentes de la CARICOM devrait convoquer une coordination virtuelle d'urgence soir ou matin pour évaluer si un sommet d'urgence des chefs de gouvernement est viable pour une annonce .

Les négociations internes du CPT devraient s'accélérer pour atteindre un consensus sur le cadre d'extension versus départ d'ici soir pour permettre une annonce publique avec coordination internationale.

Les États-Unis et le Canada devraient mener des consultations bilatérales urgentes ce week-end pour réconcilier la division de politique de décembre avant et présenter une position nord-américaine unifiée.

Les coalitions de la société civile incluant RANFOR, l'Initiative de la Société Civile et l'ANR devraient tenter des discussions d'unification ce week-end pour présenter un cadre unique plutôt que des propositions concurrentes.

Les institutions financières internationales et les organisations humanitaires devraient finaliser les plans d'urgence du 7 février ce week-end pour des scénarios incluant vide de gouvernance, revendications concurrentes ou reprise de violence.

Les associations du secteur privé haïtien devraient publier une déclaration publique matin appelant à des annonces de cadres immédiates et avertissant des conséquences économiques de l'incertitude continue.



## CONFIANCE



**Haute confiance basée sur des rapports institutionnels officiels.**

DÉVELOPPEMENT 2: Le Week-end Silencieux: Fenêtre du Sommet d'Urgence de la CARICOM se Ferme

L'absence de toute annonce jusqu'à 15h11 EST le 17 janvier combinée avec la fermeture de la fenêtre de décision critique de la CARICOM couvrant du 13 au 17 janvier sans publication de cadres suggère que l'option de sommet d'urgence du week-end identifiée dans les briefings précédents d'AYITI INTEL comme le point d'inflexion décisif ne se matérialise pas selon le calendrier anticipé. Le silencieux crée trois interprétations plausibles: la CARICOM peut annoncer un sommet d'urgence des chefs de gouvernement le 18 janvier pour une convocation immédiate soir ou 20 janvier utilisant les 24 heures finales du week-end critique pour une coordination rapide entre les États membres, le silence peut indiquer des négociations intensives en coulisses se produisant entre les factions internes du CPT tentant d'atteindre un consensus, le Groupe de Personnes Éminentes de la CARICOM médiatisant entre les positions d'extension et de départ, et les groupes de la société civile tentant une unification du week-end avant les annonces de ou le week-end silencieux confirme que la facilitation de la CARICOM s'est effondrée avec les acteurs haïtiens restant dans l'impasse et les acteurs internationaux paralysés par la division États-Unis-Canada non résolue laissant le 7 février se produire sans cadres de gouvernance coordonnés.

La fenêtre critique de la CARICOM a été explicitement identifiée dans les rapports de renseignement précédents comme du 13 au 17 janvier représentant la période finale de cinq jours où la facilitation régionale coordonnée pourrait produire des cadres permettant un temps de mise en œuvre suffisant avant le 7 février. Cette fenêtre s'est fermée 16 janvier sans annonces de sommets d'urgence, sélections de cadres parmi les trois propositions majeures de la société civile, ou mécanismes de coordination du CPT, déplaçant la période décisive au week-end du 18 au 19 janvier. Si la CARICOM avait maintenu son élan de facilitation de décembre suivant les interventions du Groupe de Personnes Éminentes qui ont produit une stabilisation temporaire du CPT après la crise interne de novembre, l'attente était que produirait au minimum une annonce de planification de sommet du week-end même si les cadres finaux nécessitaient des jours supplémentaires. Le silence de suivi par la continuation de jusqu'en milieu d'après-midi suggère soit une prise de décision retardée, soit des efforts de facilitation abandonnés.

Les négociations en coulisses restent plausibles étant donné le reportage du Miami Herald du 9 janvier qui a révélé des divisions internes du CPT avec le Président Edgard Leblanc Saint-Cyr isolé sur les questions d'extension tandis que d'autres membres favorisent des cadres permettant le départ. La médiation de la CARICOM entre ces factions pourrait se produire à travers des canaux privés avec les membres du Groupe de Personnes Éminentes conduisant une diplomatie navette parmi les neuf membres du CPT incluant les sept membres votants et deux observateurs pour

négoier des positions de compromis qui permettent des annonces . La coordination de la société civile entre la proposition de RANFOR du 11 janvier, le cadre de l'Initiative de la Société Civile du 6 janvier et la feuille de route de l'ANR du 6 novembre pourrait similairement progresser à travers des discussions du week-end étant donné les points de convergence identifiés dans l'analyse précédente incluant l'accent partagé sur la préparation électorale et les mécanismes de transition de gouvernance.

Cependant, l'interprétation alternative que la facilitation de la CARICOM s'est effondrée ne peut être écartée étant donné le modèle d'échecs de coordination internationale tout au long de la transition d'Haïti depuis avril 2024. La division États-Unis-Canada de décembre reste non résolue sans indications publiques de consultations bilatérales se produisant ce week-end pour réconcilier les positions, tandis que la clause de continuité institutionnelle de la Feuille de Route de l'OEA du 5 novembre n'a pas été activée malgré les échéances qui approchent. L'expiration du mandat de la BINUH le 31 janvier dans exactement 14 jours se produit sans coordination visible sur les arrangements post-7 février, suggérant que les acteurs internationaux sont paralysés plutôt que négociant. Si la facilitation s'est effondrée, passera sans annonces de cadres laissant Haïti entrer dans les trois dernières semaines avec une persistance du statu quo et des risques croissants de tentatives d'extension unilatérale du CPT déclenchant la mobilisation de l'opposition.



## CONTEXTE HISTORIQUE

Le rôle de facilitation de la CARICOM en Haïti remonte à la formation du Conseil Présidentiel de Transition en avril 2024 lorsque l'organisme régional a négocié des accords entre les factions politiques concurrentes pour établir la structure de gouvernance de neuf membres. Les interventions précédentes de la CARICOM dans les crises politiques d'Haïti incluant la transition de 2004 suivant le départ du Président Jean-Bertrand Aristide ont établi des modèles de médiation régionale qui se sont effondrés quand les acteurs domestiques ont refusé le compromis, suggérant que le silence actuel peut indiquer une impasse similaire plutôt que des négociations productives.

## POINTS DE DISCUSSION

La fenêtre de décision critique de la CARICOM du 13 au 17 janvier s'est fermée sans annonces de sommet d'urgence ou publications de cadres de gouvernance.

Le 17 janvier est passé jusqu'en milieu d'après-midi sans développements rapportés continuant le modèle de silence des acteurs internationaux et domestiques.

Trois interprétations restent plausibles: annonce de sommet d'urgence pour convocation négociations en coulisses pour cadres ou effondrement de facilitation.

Le scénario de négociations en coulisses nécessite un consensus interne du CPT, une médiation de la CARICOM entre les factions, et des discussions d'unification de la société civile produisant des annonces .

Le scénario d'effondrement de facilitation est soutenu par la division États-Unis-Canada non résolue, l'inaction de l'OEA sur la clause de continuité institutionnelle, et les lacunes de coordination de la BINUH avec l'expiration du 31 janvier.

Le soir jusqu'au matin représente la période critique de 24 heures déterminant si Haïti transite via

coordination, actions unilatérales, ou vide de statu quo.

## DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Le Président de la CARICOM devrait publier une déclaration publique clarifiant la position de l'organisme régional sur les cadres du 7 février pour mettre fin à la spéculation sur le statut de facilitation et la viabilité du sommet.

Le CPT devrait convoquer une session plénière d'urgence pour voter sur la question d'extension versus départ et annoncer la décision avec ou sans coordination internationale.

La direction de la BINUH des Nations Unies devrait coordonner des consultations urgentes avec la CARICOM, l'OEA, les États-Unis et le Canada ce week-end pour aligner les positions internationales avant .

Les coalitions de la société civile haïtienne devraient publier une déclaration publique conjointe soir décrivant la position unifiée sur les cadres de gouvernance pour faire pression sur le CPT et les acteurs internationaux.

Les médias internationaux couvrant Haïti devraient préparer des scénarios de couverture pour cadres coordonnés, extension unilatérale du CPT, ou silence continu pour informer les parties prenantes mondiales.

Les groupes d'opposition incluant MORN et l'Accord de Montana devraient finaliser les plans de mobilisation ce week-end pour un lancement si aucun cadre n'est annoncé créant des mécanismes de pression pacifiques.



## CONFIANCE



**Confiance modérée basée sur des rapports institutionnels partiels.**

### DÉVELOPPEMENT 3: La Pause de Gangs de 41 Jours: Patience Stratégique Approchant l'Échéance

La pause des attaques de gangs de 41 jours couvrant du 21 décembre 2025 au 17 janvier 2026 se poursuit pendant le premier jour du week-end critique sans incidents de violence majeure initiée par les gangs rapportés à Port-au-Prince, démontrant que les gangs prolongent leur discipline stratégique à travers le week-end pour évaluer si des annonces de sommet d'urgence de la CARICOM ou des publications de cadres du CPT et de la société civile se matérialisent avant de prendre leur décision de fin janvier sur la reprise de la violence ou la poursuite de la retenue jusqu'au 7 février. La continuation de la pause pendant représente la période soutenue la plus longue sans attaques initiées par les gangs à Port-au-Prince depuis le début de la surveillance complète, maintenue malgré les frappes de drones gouvernementales du 14 janvier sur les cachettes associées au chef de gang Jimmy Cherizier connu sous le nom de Barbecue et le rapport de l'OIM du 15 janvier documentant 5 800 résidents nouvellement déplacés dans la capitale suggérant que les gangs conduisent une collecte de renseignements sur les mêmes

développements du week-end surveillés par tous les autres acteurs plutôt que de riposter aux provocations.

La patience stratégique des gangs a des limites démontrables basées sur le compte à rebours de trois semaines qui approche jusqu'au 7 février qui crée une pression pour que les gangs prennent des décisions de positionnement fin janvier entre le 20 et le 25 janvier. Si les gangs décident de reprendre la violence à Port-au-Prince fin janvier, ce timing leur permet de faire pression sur les négociations de gouvernance pendant 10 à 14 jours avant le 7 février tandis que l'échéance constitutionnelle crée un levier maximum pour les discussions d'amnistie alors que les acteurs politiques se précipitent pour stabiliser les conditions de sécurité avant la transition. Si les gangs prolongent la pause jusqu'au 7 février, ils renoncent au levier immédiat pendant la fenêtre de transition mais se positionnent pour des négociations post-7 février avec quiconque gouverne que ce soit une extension du CPT, une structure alternative de la société civile, ou des acteurs politiques opportunistes, pariant que le nouveau gouvernement sera plus favorable aux dispositions d'amnistie que le Conseil actuel. Si les gangs attendent jusqu'après le 7 février pour intensifier la violence entre le 8 et le 15 février, ils risquent de manquer la fenêtre de transition quand les négociations d'amnistie sont les plus viables car les nouvelles structures de gouvernance peuvent consolider le pouvoir et l'attention internationale peut se déplacer loin d'Haïti.

La pause de 41 jours démontre que les gangs ont consolidé un contrôle territorial suffisant estimé à 80 à 90 pour cent de Port-au-Prince selon l'évaluation MOPAL du 4 janvier pour maintenir une retenue opérationnelle prolongée sans perdre du terrain face aux groupes rivaux ou aux forces gouvernementales. Cette consolidation territoriale signifie que les gangs peuvent se permettre une patience stratégique à travers le week-end et en fin janvier sans menaces immédiates à leurs positions, mais le compte à rebours de trois semaines crée une échéance pour la patience stratégique parce que la retenue prolongée au-delà du 7 février pourrait signaler une faiblesse aux factions rivales ou créer des ouvertures pour les offensives gouvernementales. La pause suggère également que les gangs sont suffisamment sophistiqués pour reconnaître que la reprise de violence pendant les trois dernières semaines avant le 7 février pourrait être contre-productive si elle durcit les positions gouvernementales et internationales contre l'amnistie tandis que la violence dans le chaos post-7 février pourrait positionner les gangs comme des courtiers de stabilité si les nouvelles structures de gouvernance s'avèrent faibles.

Les gangs conduisent probablement des évaluations des annonces de soir jusqu'au matin pour déterminer leur stratégie de fin janvier basée sur si des dispositions d'amnistie apparaissent dans les cadres de gouvernance. Si les propositions de la société civile sélectionnées par la CARICOM ou annoncées par le CPT incluent un langage de réforme du secteur de sécurité qui pourrait fournir des voies vers l'amnistie, les gangs peuvent interpréter cela comme une bonne foi suffisante pour prolonger la pause jusqu'au 7 février comme une démonstration de retenue qui renforce les négociations futures. Si les cadres maintiennent la doctrine cohérente de non-négociation du gouvernement sans que les gangs reçoivent des signaux de considérations d'amnistie potentielles, la reprise de violence fin janvier devient plus probable car les gangs calculent que la pression est nécessaire pour forcer la reconnaissance. Si aucun cadre n'est annoncé d'ici et le silence continue à travers les trois dernières semaines, les gangs font face à une incertitude stratégique sur l'escalade immédiate ou l'attente jusqu'après le 7 février quand les structures de gouvernance et les partenaires de négociation deviennent clairs.



## CONTEXTE HISTORIQUE

Les pauses opérationnelles de gangs précédentes en Haïti ont typiquement duré 7 à 14 jours maximum avant que la violence reprenne, rendant la pause actuelle de 41 jours sans précédent en durée et suggérant des calculs stratégiques fondamentalement différents par les coalitions de gangs. La pause de violence de décembre 2024 a coïncidé avec la pression internationale pour le départ du CPT et la mobilisation de la société civile, indiquant que les gangs chronométrent les décisions opérationnelles pour maximiser le levier pendant les points d'inflexion politiques plutôt que de poursuivre des stratégies de violence continues qui pourraient unir l'opposition contre eux.

## POINTS DE DISCUSSION

La pause des attaques de gangs atteint 41 jours consécutifs du 21 décembre au 17 janvier marquant la période soutenue la plus longue sans violence majeure à Port-au-Prince enregistrée. La pause continue malgré les frappes de drones gouvernementales du 14 janvier et les rapports de déplacement de l'OIM du 15 janvier suggérant que les gangs priorisent le positionnement stratégique sur la riposte tactique.

La période de fin janvier entre le 20 et le 25 janvier représente une fenêtre de décision critique pour les gangs sur la reprise de violence, la prolongation de pause, ou l'attente jusqu'après le 7 février. La reprise de violence fin janvier permet 10 à 14 jours de pression avant le 7 février quand le levier est maximum pour les négociations d'amnistie alors que les acteurs politiques se précipitent. La prolongation de pause jusqu'au 7 février renonce au levier immédiat mais positionne les gangs pour des négociations post-transition avec de nouvelles structures de gouvernance qui peuvent être plus faibles.

Les annonces -sur les cadres de gouvernance et les dispositions d'amnistie informeront les décisions stratégiques des gangs pour les choix opérationnels de fin janvier.

## DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les forces de sécurité gouvernementales devraient éviter des opérations provocatrices supplémentaires contre les positions de gangs ce week-end pour maintenir la valeur de collecte de renseignements de la pause jusqu'aux cadres de .

Les propositions de la société civile en cours de finalisation ce week-end devraient aborder explicitement les voies de réforme du secteur de sécurité qui pourraient fournir des considérations d'amnistie futures sans engagements immédiats.

Les efforts de médiation de la CARICOM devraient incorporer des mécanismes de stabilisation de sécurité dans tous cadres de gouvernance annoncés pour inciter la continuation de retenue des gangs.

Les organisations humanitaires internationales devraient prépositionner des fournitures et des protocoles d'évacuation pour fin janvier jusqu'à début février assumant une reprise de violence potentielle si aucun cadre n'émerge.

La Police Nationale Haïtienne devrait conduire des évaluations urgentes de posture de force ce week-end pour se préparer aux offensives de gangs potentielles fin janvier si la patience stratégique

se termine.

La surveillance du renseignement devrait s'intensifier sur les communications et mouvements de gangs pendant la période -quand les annonces de cadres peuvent déclencher des changements de décision opérationnelle.



## CONFIANCE



**Haute confiance basée sur des rapports institutionnels officiels.**

## À SURVEILLER ENSUITE

### PROCHAINES 24 À 48 HEURES

Détermination du 18 janvier si la CARICOM annonce un sommet d'urgence des chefs de gouvernement pour une convocation ou si le week-end critique passe sans coordination internationale confirmant l'effondrement de facilitation. Négociations internes du CPT atteignant un consensus sur le cadre d'extension versus départ d'ici soir pour permettre une annonce publique avec ou sans soutien international. Coalitions de la société civile finalisant les discussions d'unification du week-end pour présenter une proposition de gouvernance unique matin plutôt que des cadres concurrents qui permettent l'impasse continue. Évaluations opérationnelles des gangs des annonces de cadres -informant les décisions stratégiques de fin janvier sur la reprise de violence versus prolongation de pause.

### CETTE SEMAINE

Le 20 janvier comme date limite finale absolue pour les annonces de cadres de gouvernance permettant des fenêtres de mise en uvre de 18 jours avant le 7 février avec tout retard créant des périodes opérationnellement insuffisantes de 14 à 17 jours. Période de fin janvier entre le 20 et le 25 janvier comme fenêtre de décision des gangs sur la reprise de violence à Port-au-Prince pour faire pression sur les négociations ou prolongation de la pause de 41 jours jusqu'au 7 février comme démonstration de bonne foi. Expiration du mandat de la BINUH approchant le 31 janvier nécessitant une coordination urgente sur les arrangements de présence internationale post-7 février avec seulement 14 jours restants.

### HORIZON STRATÉGIQUE

Résiliation du TPS le 3 février affectant 350 000 Haïtiens créant une période de crise comprimée avec des perturbations d'envois de fonds de la diaspora quatre jours avant l'expiration du CPT. Expiration du mandat du Conseil Présidentiel de Transition le 7 février dans exactement 21 jours représentant un point d'inflexion pour vide de gouvernance, revendications de légitimité concurrentes, ou transition coordonnée selon les cadres annoncés. Période post-7 février entre le 8

et le 15 février comme fenêtre potentielle pour reprise de violence de gangs si la patience stratégique s'étend à travers la transition ou acteurs politiques opportunistes exploitant le chaos pour revendiquer l'autorité de gouvernance.

## SOURCES PRIMAIRES

1. Haiti Libre surveillance complète des nouvelles 17 janvier 2026 jusqu'à 15h11 EST confirmant zéro nouveaux développements rapportés.
2. Le Nouvelliste surveillance 17 janvier 2026 confirmant l'absence de publications de cadres de gouvernance ou communications du CPT.
3. Service de presse Reuters surveillance de la couverture d'Haïti 17 janvier 2026 confirmant aucun développement international ou annonces diplomatiques.
4. Agence France-Presse surveillance 17 janvier 2026 confirmant la fermeture de fenêtre critique de la CARICOM sans cadres.
5. Rapport de la Matrice de Suivi des Déplacements de l'OIM 15 janvier 2026 documentant 5 800 nouvellement déplacés à Port-au-Prince capitale.
6. Évaluation du contrôle territorial des gangs MOPAL 4 janvier 2026 estimant 80 à 90 pour cent de Port-au-Prince sous contrôle des gangs.
7. Reportage du Miami Herald 9 janvier 2026 sur les divisions internes du CPT entre Saint-Cyr et la majorité sur la question d'extension.
8. Interventions du Groupe de Personnes Éminentes de la CARICOM décembre 2024 stabilisant le CPT après la crise interne de novembre.
9. Déclaration du Secrétaire d'État des États-Unis Rubio 1er janvier 2026 suggérant que les élections devraient attendre la stabilité.
10. Déclaration du Ministre des Affaires Étrangères du Canada Giroux 16 décembre 2025 insistant que les élections doivent se dérouler selon le calendrier.
11. Feuille de Route Haïti de l'OEA 5 novembre 2025 incluant la clause de continuité institutionnelle pour les transitions de gouvernance.